



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU DOUBS

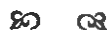
*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté*

Belfort, le 4 décembre 2012

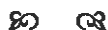
Unité Territoriale Nord Franche-Comté

Nos réf. : UTNFC/SPR/YB/FC 2012 – 1204A

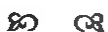
Société FAURECIA Bloc Avant à AUDINCOURT et SELONCOURT



Modification des activités



RAPPORT DE PRESENTATION AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES



Rapport de l'inspection des Installations Classées

I – CONSISTANCE DES MODIFICATIONS

L'arrêté préfectoral n° 2010 1012 05042 du 10 décembre 2010 autorise la Société FAURECIA Bloc Avant à exploiter des Installations Classées sur le territoire des communes d'AUDINCOURT et de SELONCOURT, au lieu-dit « Pont de Gland ».

Cette société est spécialisée dans la fabrication de pare-chocs et de faces pour l'industrie automobile.

Par notification déposée le 7 juin 2012 et complétée en dernier lieu le 27 juillet 2012 au titre de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement, la Société FAURECIA Bloc Avant fait connaître les évolutions de ses activités et son projet de mettre en service deux nouvelles lignes d'application de peinture pare-chocs par pistelage électrostatique en remplacement des lignes de peinture existantes « Brin 200 » (démantelée en 2011) et « Brin 100 ».

Ce projet s'inscrit dans la continuité de la mise en place en janvier 2011 d'une nouvelle ligne de peinture « New Tech 1 » et représente un investissement de 14 800 000 € et doit permettre d'améliorer les conditions de sécurité incendie et de flux logistiques en assurant :

- une réduction significative des rejets atmosphériques,
- une réduction de la consommation de solvant,
- une réduction des consommations d'énergie.

Cette notification est accompagnée d'une demande d'atténuation des prescriptions des articles 8.4.1 et 8.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 décembre 2010 au titre de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, concernant la tenue au feu des murs et parois du bâtiment 55/60 et de son extension.

Le détail des modifications apportées ou projetées de 2012 à 2015 est résumé ci-après :

- arrêt des presses à injecter PI 101, PI 100, PI 103, PI 105, PI 116 des bâtiments 8 et 55, transfert de la presse à injecter PI 93 du bâtiment 8 au bâtiment 58,
- mise en place de 4 à 5 nouvelles presses à injecter sans rejet extérieur ni cheminée de rejet dans le bâtiment 55/60 en remplacement de 4 presses existantes PI 100, PI 103, PI 105, PI 116, cette opération nécessitant une extension du bâtiment dans le prolongement de l'existant,
- déplacement des 3 silos de granulés de matière plastique extérieurs au bâtiment 55,
- mise en service en septembre 2012 d'une nouvelle ligne appelée « New Tech 2 » dans le bâtiment 55/60,
- arrêt progressif de l'ancienne ligne de peinture « Brin 100 »,
- délestage provisoire d'une partie de l'activité peinture pare choc sur un autre site FAURECIA, les lignes « New Tech 1 » et « New Tech 2 » ne pouvant assurer la totalité de la production,
- mise en service en juin 2015 d'une nouvelle ligne appelée « New Tech 3 » dans le bâtiment 55/60,
- arrêt des activités du bâtiment 7 condamné, compte tenu des exigences de sécurité vis-à-vis des tiers,
- rationalisation des activités dans les bâtiments 8, 9, 54, 58 et 66,
- aménagement du bâtiment 41 anciennement propriété de la Société FAURECIA Industries pour la réception des pièces.

Les deux nouvelles lignes de peinture d'une capacité unitaire de 850 kg/j sont équipées chacune d'un système d'oxydation thermique des COV avec recyclage de l'air (38 % d'air extérieur traité) et d'une plate-forme technique accueillant une centrale de traitement de l'air (ventilation, groupes de réfrigération).

II – SITUATION ADMINISTRATIVE DES MODIFICATIONS ENVISAGEES

Considérant que le parc à déchets utilisé par la Société FAURECIA Industries jusqu'à sa cessation d'activité ne concerne plus que les déchets produits par l'exploitant et considérant les modifications de la nomenclature des Installations Classées intervenues depuis le 10 décembre 2010, l'évolution des activités soumises à autorisation et à déclaration qui seront exercées sur le site après réalisation des modifications envisagées sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Désignation des installations Taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE et autres si nécessaire (puissance thermique par exemple) en référence à l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2010	Nomenclature ICPE rubriques concernées (situation initiale)	Classement initial (AS, A-SB, A, D, NC)	Modifications intervenues ou projetées (rubriques, classement et volume des activités)	Classement selon directive IED
Transformation de polymères (matières plastiques...) par des procédés exigeant des conditions particulières de température. Quantité de matière susceptible d'être traitée : 56,8 tonnes/j (>10 t/j)	2661-1-a)	A	sans changement	
Application, cuisson séchage de vernis, peinture, apprêt, etc. lorsque l'application de peinture est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation). Quantité maximale de produits susceptibles d'être utilisés : 3 000kg/j (>100 kg/j)	2940-2-a)	A	augmentation à 3 050 kg/j	Rubrique 6.7 – capacité de consommation de solvants supérieure à 200 tonnes/an
Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, lorsque l'installation n'est pas du type "circuit primaire fermé". Puissance thermique évacuée maximale : 3 160 kW (> 2 000 kW)	2921-1)	A	sans changement	
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430. Capacité équivalente totale : 79,55 m³	1432-2-b)	D	sans changement	
Installation de simple mélange à froid de liquides inflammables. Quantité totale équivalente susceptible d'être présente : 12 tonnes	1433-A-b)	D	augmentation à 13,3 tonnes	
Travail mécanique des métaux et alliages. Puissance installée de l'ensemble des machines concourant au fonctionnement de l'installation : 222 kW	2560-2	D	sans changement	
Transformation de polymères (matières plastiques...) par tout procédé exclusivement mécanique. Quantité de matière susceptible d'être traitée : 16 tonnes /j	2661-2-b)	D	sans changement	
Stockage de polymères (matières plastiques...). Volume susceptible d'être stocké : 990 m³	2662-3	D	sans changement	
Stockage de produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques...). Volume susceptible d'être stocké : 8 000 m³	2663-2c	D	réduction à 5 000 m³	
Installations de combustion fonctionnant au gaz naturel ou au propane Puissance thermique maximale : 11,93 MW	2910-A-2	D	augmentation à 14,23 MW	
Ateliers de charge d'accumulateurs. Puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération : 250,93 kW	2925	D	sans changement	

III – REGLEMENTATIONS APPLICABLES AU PROJET

Considérant la capacité des installations d'application de peintures projetées, celles-ci relèvent de la directive européenne dite « IED », rubrique 6.7 de l'annexe I (application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.) sur support quelconque, à partir d'une capacité de consommation de solvants de plus de 150 kg/h ou de plus de 200 tonnes/an).

A ce titre, conformément aux dispositions de l'article R512-8 du Code de l'Environnement et des prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 avril 2011 relatif à la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles (MTD) prévue par l'article R512-8, l'exploitant a justifié dans le dossier présenté du choix des techniques de production et de traitement des rejets envisagés au regard des meilleures techniques disponibles et de leur performance qui sont précisées dans le document de référence applicable élaboré au niveau européen (conformément à l'article 16.2 de la directive IPPC).

Le document de référence applicable dans le cadre des modifications envisagées, appelé « documents de référence MTD » ou BREF (« Best References ») est le document BREF STS « Traitement de surface utilisant des solvants », version août 2007.

D'autre part, les modalités d'exploitation des nouvelles installations projetées doivent également respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation.

A ce titre, les valeurs limites d'émission des installations ne doivent pas dépasser les valeurs limites précisées par cet arrêté ministériel.

IV – AVIS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Le présent avis porte sur :

- l'ensemble des modifications techniques intervenues dans l'établissement au regard des dispositions de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement, notamment sur l'emploi des meilleures techniques disponibles et le caractère non substantiel de ces modifications qui vont dans le sens d'une réduction des rejets ;
- sur la nécessité de fixer des prescriptions complémentaires et d'adapter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 août 2008.

Le tableau ci-dessus montre globalement que les modifications n'ont pas d'incidence sur l'atteinte des seuils quantitatifs et des critères de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 modifié et qu'à ce titre ces modifications ne sont pas substantielles.

» Mise en œuvre des meilleures techniques disponibles (MTD) issus de la directive « IPPC » puis « IED »

L'établissement relevant de la directive européenne dite « IED » (rubrique 6.7 : application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque, à partir d'une capacité de consommation de solvant de plus de 150 kg par heure ou de plus de 200 tonnes par an), l'exploitant a procédé dans sa notification à l'évaluation de son procédé « New Tech » au regard des MTD et en référence au BREF STS « Traitement de surface utilisant des solvants organiques ».

Au vu de l'analyse comparative faite, il s'avère que la nouvelle ligne de peinture par pistolage électrostatique et son épurateur thermique (oxydateur) répondent à la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles.

Il convient de noter que la Société FAURECIA n'a pas opté pour un procédé utilisant des peintures en phase aqueuse (option privilégiée dans le BREF) pour les raisons suivantes :

- procédé plus coûteux en énergie pour sécher les pièces,
- allongement de la ligne de peinture incompatible avec le bâtiment,
- absence de vernis développé en base hydrodiluable,
- rendements d'application inférieurs,
- rendu moins bon en qualité sur pièces plastiques avec peinture hydrodiluable,
- maîtrise plus difficile du process et risque d'augmentation du taux de rebut.

Le choix qui a été fait d'utiliser des peintures et vernis solvantés avec un traitement par épurateur thermique est compensé par des rejets atmosphériques bien moindres que les rejets actuels sur la ligne « Brin 100 », des économies d'énergie (air recyclé permettant l'autoalimentation de l'oxydateur thermique par les solvants à traiter, réduction du volume des déchets).

➤ **Impact sur la protection de la ressource et la pollution de l'eau**

L'utilisation de l'eau sur les cabines de peinture correspond uniquement aux eaux de lavage des cabines qui sont entièrement recyclées après traitement par flottation.

Cette technique de traitement est privilégiée dans la partie correspondante du BREF STS, les MTD citées visant à récupérer les matières premières et l'eau.

Le système équipant les 2 nouvelles lignes de peinture « New Tech 2 et 3 » est analogue à celui des lignes qu'elles remplacent.

Le dispositif permet la récupération des goutelettes (vésicules) de peinture et évite le rejet de vésicules vers l'oxydateur thermique.

La modification n'a donc pas d'incidence notable sur la consommation d'eau de l'établissement et sur la nature et le volume des effluents rejetés concernant les installations modifiées, à savoir :

- le trop plein de l'humidificateur de peinture,
- les purges de compresseurs.

Il convient de noter, par ailleurs, que l'établissement a réduit de manière significative depuis 2008 sa consommation d'eau prélevée dans le Doubs (rénovation des réseaux, démantèlement d'anciennes installations, ...) :

Années	2007	2008	2009	2010	2011
Consommation en eau industrielle en m ³	118340	159070	158470	73009	73201

➤ **Impact sur la pollution de l'air**

Actuellement, les lignes de peinture engendrent des émissions de COV par émissions canalisées et de manière marginale des émissions diffuses.

Ces lignes de peintures sont équipées de rideaux d'eau à fort débit permettant de récupérer les vésicules de peintures dans le flux d'air extrait dirigé ensuite, pour traitement, vers un oxydateur thermique.

Le bilan des émissions de COV issu des données du plan de gestion de solvants et de la base GEREPE est résumé dans le tableau suivant :

Années	2007	2008	2009	2010	2011
Emissions totales de COV (canalisées et diffuses) en tonnes	272	269	226	133	135
Emissions diffuses en tonnes	18	25	13	8	13
Pourcentage diffus	6 %	9 %	6 %	6 %	9 %

On observe une baisse régulière des émissions totales de COV dans l'atmosphère, puis une chute en 2010 correspondant à la mise en service de la ligne « New Tech 1 » en remplacement de la ligne « Brin 200 ». Les 2 nouvelles lignes « New Tech 2 et 3 » permettront encore une nette diminution des émissions de solvants, ces lignes étant équipées d'un oxydateur thermique d'un rendement de 98,7 %.

Situation du mode de traitement retenu par rapport aux MTD du BREF STS

Le document de référence « BREF STS » précise qu'il convient de privilégier les techniques de traitement permettant de récupérer les COV émis et si une telle technique ne peut pas être mise en œuvre d'employer alors une technique de traitement par oxydation catalytique.

L'exploitant a fait le choix d'un oxydateur thermique essentiellement du fait des concentrations en COV dans le rejet trop faible pour permettre une récupération de ces composés et de la grande diversité des composés émis. La performance de l'oxydateur thermique (98,7 %) se situe dans la fourchette indiquée par le BREF entre 95 et 99 %.

Le rejet en sortie de l'oxydateur thermique ne contient pas de poussières qui pourraient être éventuellement générées par l'oxydation de particules (vésicules) de peintures, d'une part car ces vésicules sont captées en amont de l'oxydateur par le rideau d'eau équipant chacune des cabines de peinture et d'autre part par la température de fonctionnement de l'oxydateur (supérieure à 800° C) permettant une destruction totale des éventuelles vésicules qui n'auraient pas été captées par le rideau d'eau.

Rejets issus de l'installation de traitement des effluents atmosphériques

L'oxydation de l'épurateur thermique va engendrer des émissions de CO₂, de CO, de CH₄ et de NO_x.

Les performances de cet épurateur sont établies pour respecter les valeurs limites d'émissions prescrites par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 en son article 27.7, soit :

- pour les COV résiduels : 50 mg/m³,
- pour les NO_x : 100 mg/m³,
- pour le CH₄ : 50 mg/m³,
- pour le CO : 100 mg/m³.

Situation de rejets de COV par rapport aux performances des MTD mentionnées dans le BREF STS

Le suivi des rejets de COV effectué par l'exploitant fait apparaître les résultats suivants :

- application de peinture pour les installations « New Tech » 1 à 3 : 10 g COV émis / m² de surface peinte ;
- pour information : application de peinture pour l'installation de peinture Brin 100 (vouée à l'arrêt avec le projet) : 360 g COV émis / m² de surface peinte.

Les valeurs constatées sur les installations « New Tech » se situent en fourchette basse des émissions liées aux MTD précisées dans le BREF STS.

La ligne de peinture Brin 100 sera arrêtée progressivement avec la montée en puissance des lignes « New Tech 1 et 2 ».

Les 2 cheminées de chaque nouvelle ligne de peinture (sortie épurateur d'une part et sortie flammage, nettoyage cryogénique et distribution peinture d'autre part) d'une hauteur de 12 mètres répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Dans la composition des peintures utilisées sur le site d'AUDINCOURT, il n'y a pas de présence de mélanine, molécule à l'origine de la présence de formaldéhyde. La substance est absente de la composition des peintures décrites dans les fiches de données de sécurité. Le formaldéhyde n'est donc pas un paramètre pertinent à retenir. De plus, les produits utilisés n'ont pas de phrases de risque R45, R46, R49, R60 et R61, R40 et R68 ou de mentions de dangers H340, H350, H350i, H360D, H360F. L'exploitant vérifie d'ailleurs cette situation avant le choix des peintures qui seront mises en oeuvre.

Dans la mesure où les rejets globaux en COV ont déjà été réduits de 40 % grâce à la ligne « New Tech 1 », la mise en service des nouvelles lignes « New Tech 2 et 3 » réduira encore de l'ordre de 70 % les émissions de COV du site. Les conclusions de l'évaluation des risques sanitaires mise à jour en décembre 2008 conformément à l'article 9.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 28 août 2008 demeurent valables, étant précisé que cette évaluation confirme l'acceptabilité des risques sanitaires du point de vue des émissions de COV.

Les autres rejets des 2 nouveaux épurateurs thermiques sont restreints aux CO₂, CO, NO_x et CH₄. L'évaluation des risques sanitaire, en l'absence de valeurs toxicologiques de référence pour ces substances, s'est limitée à une approche qualitative, conformément au guide méthodologique de l'INERIS. Ces substances ne possèdent pas d'effets directs sur la santé ou l'environnement à des concentrations représentatives d'émissions canalisées faibles.

En effet, les flux maximaux attendus en sortie de chaque épurateur ont été évalués à :

- pour les COV résiduels : 300 g/h,
- pour les NO_x : 600 g/h,
- pour le CH₄ : 300 g/h,
- pour le CO : 600 g/h.

Il est proposé d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 décembre 2010 pour y intégrer les 4 nouveaux points de rejet des lignes de peinture « New Tech 2 et 3 », mettre à jour les modifications intervenues concernant le transfert de la presse à injecter PI 93 et prescrire les valeurs limites de rejet applicables aux épurateurs, en référence à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (voir articles 3.2.2 à 3.2.5 du projet d'arrêté ci-joint et plan en annexe III).

➤ **Impact sur le niveau sonore**

Les mesures de bruit réalisées après la mise en service de la plate forme extérieure accueillant une centrale de traitement de l'air de la première ligne « New Tech 1 » et située non loin de la limite de propriété de l'établissement ont montré que les niveaux sonores respectent les valeurs limites de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2010.

Pour les deux nouvelles lignes « New Tech 2 et 3 », ces plate-formes techniques seront plus éloignées des limites de propriétés et disposées, à l'exception des 2x3 évaporateurs en toiture, à l'intérieur du bâtiment 55/60. Elles ne devraient donc pas augmenter notablement le niveau sonore global des installations.

Le respect des normes de bruit en limite de propriété sera vérifié par une mesure de la situation acoustique tous les 3 ans par un organisme ou une personne qualifiée, selon les dispositions du projet d'arrêté complémentaire proposé (voir article 9.2.7.1 du projet d'arrêté ci-joint).

➤ **Impact sur les déchets**

Le remplacement des anciennes lignes de peinture va permettre de réduire les volumes de déchets gérés de l'ordre de 15 à 20 %.

➤ **Impact visuel**

Seuls une cuve de CO₂, le déplacement de 3 silos de matières premières en granulés, l'extension du bâtiment 55/60 et la construction d'un local de distribution de granulés de matières plastiques vont modifier le paysage. Toutefois, ces modifications traitées dans le cadre du permis de construire n'ont pas d'incidence sur l'aspect clairement industriel caractérisant cette zone.

➤ **Gestion de l'énergie**

Les 2 nouvelles lignes d'application de peinture seront moins consommatrices d'énergie par une optimisation du process :

- réduction des surfaces des cabines d'application,
- réduction des vitesses d'air soufflées (0,35 m/s au lieu de 0,45 m/s) (conforme aux dispositions de la MTD 37 du BREF STS),
- recyclage de l'air des cabines par échangeurs chaud/froid réversibles,
- épurateur thermique régénératif (RTO) autotherme (conforme aux dispositions de la MTD 28 du BREF STS),
- isolation thermique des cabines,
- isolation renforcée de l'étuve (80 mm).

L'estimation du gain de consommation rapporté à une unité « pare-chocs » correspond à environ -34 % pour le gaz et à -25 % pour l'électricité.

Le système d'épurateur thermique fonctionnera sans apport important de gaz naturel (phases de démarrage uniquement) et sera donc autotherme.

➤ **Incidence sur les risques**

Les nouvelles lignes de peinture « New Tech 2 et 3 » sont équipées de dispositifs de prévention permettant d'assurer un niveau de risque faible (détecteurs dans les cabines avec asservissement de l'arrêt de la pulvérisation, asservissement du pistolage au fonctionnement de la ventilation, équipements ATEX en zone à risque d'explosion, sprinkler, clapets coupe-feu sur entrée d'air et extracteur d'air du local de préparation des peintures, prise en compte du risque foudre,...).

L'analyse des risques des nouvelles lignes de peinture « New Tech 2 et 3 » montre qu'aucun scénario d'accident inacceptable ou critique n'a été identifié.

Les effets d'un incendie ou d'une explosion dans cette installation ne dépassent pas les limites de propriété.

Par ailleurs, une demande d'atténuation des prescriptions des articles 8.4.1 et 8.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 décembre 2010 est sollicitée au titre de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, concernant la tenue au feu des murs et parois du bâtiment 55/60 et de son extension.

Cette demande est accompagnée d'une analyse spécifique des risques, conduite selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 (probabilité, cinétique, intensité, gravité) sur la base d'un effondrement des structures en moins de 2 heures. L'analyse montre que les niveaux de risques résiduels sont acceptables après mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques (MMR), et que l'obligation d'une tenue au feu de 2 heures pour les murs et paroi ne se justifie pas.

V – CONCLUSION

Compte tenu de ce qui précède, il s'avère que les modifications projetées ne sont pas substantielles au sens de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement. Elles nécessitent toutefois la fixation de prescriptions complémentaires dans les formes de l'article R.512-31 dudit code.

Un projet d'arrêté complémentaire, de type codificatif, annexé au présent rapport, est proposé à Monsieur le Préfet du Doubs, après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Le rédacteur	Le vérificateur	L'approbateur
Belfort, le 4 décembre 2012	Belfort, le 4 décembre 2012	Besançon, le 19/12/2012
Inspecteur des Installations Classées	Inspecteur des Installations Classées	